

ÉDUCATION DES FILLES POUR UN AVENIR MEILLEUR DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS AFRICAINS (ÉDUFAM)

Livret d'impact

RWANDA • 2020-2025

Projet ÉDU
FAM



© EDUFAM





© EDUFAM

**«AUCUN INSTRUMENT DE DÉVELOPPEMENT
N'EST PLUS EFFICACE QUE L'ÉDUCATION DES
FILLES ET L'ÉMANCIPATION DES FEMMES»**

— Kofi Annan, secrétaire des Nations Unies de 1997 à 2006

Dina, 18 ans, réfugiée vivant au camp de Mahama, reprend le chemin de l'école après avoir vécu une grossesse précoce

Le projet ÉDUFAM est réalisé en consortium entre la Fondation Paul Gérin-Lajoie et le CECI, avec l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Il allie les expertises de la Fondation Paul Gérin-Lajoie en matière d'éducation, du CECI dans l'égalité femme-homme et dans la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre – principaux obstacles à l'éducation des filles vivant dans des zones de conflits – ainsi que celle de partenaires nationaux et régionaux ancrés au sein des communautés ciblées, afin de leur offrir un accompagnement de proximité et durable.

La région des Grands Lacs, en Afrique de l'Est, connaît une forte instabilité et de multiples crises déclenchant d'importants déplacements de populations internes et externes. Ces mouvements perturbent la vie sociale et le parcours éducatif des enfants, en particulier des filles et des adolescentes.

D'une durée de cinq ans (2020-2025), le projet Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs (ÉDUFAM) vise à faciliter l'accès à une éducation de qualité pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les zones particulièrement touchées par les déplacements de population au Rwanda, Burundi et en République Démocratique du Congo. Il s'adresse notamment aux filles des communautés locales ou réfugiées, déplacées, et/ou vivant avec un handicap, pour favoriser leur autonomisation par l'éducation.

Bien que le Rwanda possède l'un des taux de scolarisation les plus élevés du continent africain, les filles sont plus concernées par l'abandon scolaire, notamment en raison des grossesses précoces et de violences sexuelles et basées sur le genre.

Le projet ÉDUFAM en bref

**Plus de
25 400 filles,
adolescentes
et femmes
rejointes**

Plus de 2 800 filles et adolescentes non scolarisées ou déscolarisées, parmi les plus vulnérables, accompagnées à intégrer ou réintégrer l'école depuis le début du projet, dont 1113 au Rwanda

98 % des filles et adolescentes ont constaté une amélioration de l'équité dans l'accès à l'éducation (dont la totalité de celles en situation de handicap)

Le projet ÉDUFAM a été mis en œuvre en collaboration avec deux partenaires techniques, un partenaire régional et plusieurs partenaires dans chaque pays.

Zones d'intervention du projet au Rwanda

Mahama, district de Kirehe, Province de l'Est

Partenaires au Rwanda

Nationaux

- Maison Shalom
- Pro-Femmes / Twese Hamwe

Régional

Concertation des collectifs des associations féminines de la région des Grands Lacs (COCAFEM GL)

Techniques

Humanité et Inclusion (HI)
Forum for African Women Educationalists (FAWE)

RWANDA



DES APPROCHES INNOVANTES POUR FAVORISER L'ÉDUCATION

Suivant une démarche holistique et féministe, le projet ÉDUFAM se distingue par quatre approches innovantes et complémentaires visant à accompagner les jeunes filles et les adolescentes ainsi que leurs familles, communautés et écoles.

FAVORISER LA MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

Premier pas vers une scolarité épanouie, le soutien des communautés est essentiel pour réduire les obstacles à l'éducation des filles, en particulier les violences sexuelles et basées sur le genre. **À l'aide de contrats sociaux et de campagnes de sensibilisation, le projet ÉDUFAM permet aux membres des communautés de devenir de véritables acteurs de changement.**

Le contrat social formalise l'engagement des acteurs clés de la communauté (leaders politiques, religieux, etc.) et des gestionnaires scolaires de **réduire les barrières sociales et culturelles à l'éducation des filles à travers un document signé**. Les membres de la communauté constituent ensuite un comité de suivi responsable de son application.

Plusieurs campagnes de sensibilisation ont également été menées à grande échelle, portant sur les droits des filles et des femmes, l'égalité des genres, les masculinités positives, les violences sexuelles et basées sur le genre ou encore le respect mutuel.

Des rencontres et des activités d'échange ont eu lieu avec les clubs de mères et de pères, les acteurs éducatifs, les leaders communautaires et les communautés, favorisant **l'identification des obstacles à l'éducation et à l'épanouissement des filles, et la compréhension du rôle de la communauté pour les réduire**.



28 clubs de pères
outillés sur l'approche des masculinités positives, soit plus de 500 hommes



Plus de **2 500 personnes** formées sur l'approche des contrats sociaux, dont **867 au Rwanda**



3 contrats sociaux signés (un avec chaque communauté), dont l'application est suivie par 111 personnes dont 42 femmes



32 campagnes de sensibilisation menées, dont **9 au Rwanda**, rejoignant plus de **45 000 ménages**



Groupe de femme qui s'est impliqué pour faire respecter les engagements du contrat social

Exemples de clauses de Contrat social

Mariage précoce

Tout mariage précoce d'une fille en âge scolaire est strictement interdit et doit être dénoncé auprès du comité de suivi et de mise en œuvre du contrat social et/ou auprès des APS pour le suivi individualisé.

Toute action requise doit être prise pour que la fille regagne l'école.

Grossesse précoce

Les adolescents doivent être sensibilisés sur l'abstinence et la gestion d'une santé sexuelle responsable. Toute fille à l'âge scolaire victime d'une grossesse doit rester à la maison et retourner à l'école après l'accouchement.

Un suivi individualisé avec l'appui des parents doit être entrepris par le comité de suivi et de mise en

œuvre du contrat social pour assurer que celle-ci retourne à l'école. Tout arrangement à l'amiable pour cause d'une grossesse précoce est strictement interdit.

Tout auteur d'une grossesse précoce doit être appréhendé et poursuivi en justice.

INDIVIDUALISER L'ACCOMPAGNEMENT

Un accompagnement humain

Chaque parcours de vie étant unique, l'accompagnement vers l'éducation doit l'être aussi. Le projet ÉDUFAM a donc mis en place un **accompagnement individualisé pour répondre aux besoins et aux ambitions des filles et des adolescentes en matière de scolarité**.

Un plan est préparé avec chaque fille, prenant en compte ses objectifs (intégrer l'école ou y rester, rejoindre une formation

professionnelle), les moyens d'y parvenir (mentorat, soutien ou rattrapage scolaire, etc.) ainsi que ses vulnérabilités à certains facteurs pouvant impacter la scolarisation, comme les violences vécues ou ses conditions de vie.

Le suivi est assuré par un réseau de femmes relais communautaires, formées sur les méthodes, les outils, et l'intervention féministe développés par l'équipe du projet.

Soutiens indispensables, ces femmes relais rencontrent régulièrement chaque fille et sa famille, l'aident à surmonter les défis rencontrés au niveau familial ou

communautaire afin de répondre à ses aspirations en matière de scolarité.



96 relais communautaires
mettent en œuvre les suivis individuels, dont **46 au Rwanda**



Plus de 3 500 filles et adolescentes en difficulté d'apprentissage et à risque d'abandon accompagnées pour se maintenir à l'école (grâce notamment au soutien scolaire), dont **2 752 au Rwanda**



Plus de 3 000 plans d'accompagnement individuels élaborés, dont **1 262 au Rwanda**



562 apprenantes ayant complété un programme de formation technique et professionnelle (dont une partie dans des filières non traditionnelles pour les femmes telles que la mécanique, la construction, l'électricité, la soudure ou le maniement des engins lourds), dont **362 au Rwanda**

Un soutien financier aux filles et aux mères

Des mécanismes d'appui économique ont également été mis en place dans chaque communauté afin de favoriser l'assiduité scolaire des filles et des adolescentes.

Les élèves du cycle supérieur du secondaire, en particulier dans les filières sciences, mathématiques et technologie (SMT), lors d'années charnières ou d'exams gouvernementaux, reçoivent ainsi un **soutien sous la forme de bourses de scolarisation ou de matériel scolaire**, jusqu'à leur graduation autant que possible.

Pour favoriser la scolarisation de leurs filles, les mères ont elles aussi bénéficié

d'un **soutien pédagogique, matériel et financier pour rendre leurs activités professionnelles opérationnelles et leur permettre de générer des revenus de façon durable**.

Des formations techniques (épargne, techniques agricoles, utilisation de matériel, etc.) et thématiques (leadership, importance de l'éducation des filles, etc.) ainsi que des séances d'échanges de bonnes pratiques ont ainsi été organisées afin de favoriser le développement de leurs compétences.



888 filles et adolescentes vulnérables ont bénéficié de bourses de scolarisation, dont **174 au Rwanda**



1037 femmes appuyées au regard de leurs activités génératrices de revenu, dont **587 au Rwanda**, parmi lesquelles 81 % sont opérationnelles



Cinq formations organisées au Rwanda

ADAPTER LES PROGRAMMES ET LES MILIEUX D'APPRENTISSAGE

Un environnement scolaire adapté

L'environnement d'apprentissage ainsi que l'approche et le contenu des programmes éducatifs jouent un rôle majeur dans la scolarisation des filles. C'est pourquoi le projet ÉDUFAM s'est engagé à **renforcer les écoles et à faire évoluer les pratiques pédagogiques des enseignant-e-s et l'environnement scolaire**, pour les rendre plus inclusifs, sensibles au genre et adaptés aux besoins des filles et des adolescentes.

S'inspirant du modèle des Centres d'excellence de son partenaire, *Forum for African Women Educationalists (FAWE)*, 24 écoles ont été accompagnées dans la mise en place des **huit critères définissant une école sensible au genre** (voir ci-contre). Les infrastructures scolaires ont été réhabilitées, les équipements adaptés et modernisés et des espaces sûrs ont été créés pour les filles scolarisées, afin de tenir compte de leurs sexospécificités et des enjeux de santé et de sécurité.

Un plan d'action pour réduire les obstacles sexospécifiques et d'inclusivité a également été défini ou révisé pour chaque pays, en collaboration avec les acteurs du système éducatif.

Les critères d'une école sensible au genre :

1. L'offre de formation à la gestion scolaire et sensible au genre pour les directions d'école
2. L'offre de formation à la pédagogie sensible au genre pour le personnel enseignant
3. L'encouragement des filles à étudier dans les options de sciences, mathématiques et technologies
4. L'offre de bourses de scolarisation pour les filles les plus vulnérables ou à risque d'abandon
5. L'offre de formation sur l'autonomisation, notamment via les clubs de filles et de garçons dans les écoles
6. La diffusion d'informations sur la santé sexuelle et reproductive
7. La réhabilitation des infrastructures scolaires sensibles au genre, notamment via la mise en place d'espaces sûrs pour les filles dans les écoles
8. L'implication des communautés dans la gestion de l'école, dont la représentation des femmes dans les structures de gestion scolaire.





© EDUFAM

Des pratiques éducatives inclusives

Des **mécanismes de prévention et de protection** ont également été mis en place dans les écoles pour garantir leur sécurité. Les directions, le personnel enseignant et les acteurs éducatifs ont bénéficié de formations sur les dispositifs de prévention, de signalement, de prise en charge et de référencement des violences sexuelles et basées sur le genre afin de devenir des **points focaux pour protéger les filles et les adolescentes**.

Afin de **renforcer les pratiques éducatives et de les rendre plus inclusives**, le personnel enseignant a été formé en pédagogie sensible au genre.

Les enfants eux-mêmes ont été sensibilisés à l'égalité entre les genres et aux enjeux rencontrés par les filles. Des clubs de filles et de garçons ont été mis en place pour créer des espaces d'échange et de protection, notamment face aux violences.



48 dispositifs de veille et de rapportage mis en place ou renforcés au sein des écoles et des communautés pour évaluer la qualité de l'éducation et suivre l'intégration du genre dans les écoles, dont **8 au Rwanda**



974 acteurs-rice-s éducatif-ve-s (310 au Rwanda) et plus de **26 000 élèves** formés sur les VSBG (9 865 au Rwanda), la prévention, les inégalités entre les genres et les mécanismes de signalement et de référencement



268 séances de discussions animées auprès des clubs de filles dans les écoles dont **50 au Rwanda**



929 acteurs-rice-s éducatif-ve-s et agent-e-s de changement (426 au Rwanda) et plus de **17 800 élèves garçons** (7 743 au Rwanda) formés sur les masculinités positives en faveur de l'égalité entre les genres et de la lutte contre les VSBG en milieu scolaire



888 membres des personnels administratif et enseignant formés sur les pratiques éducatives participatives, inclusives et sensibles au genre, au handicap et aux conflits dont **474 au Rwanda** (190 femmes)



La formation professionnelle ciblée

La **formation professionnelle** a également été ciblée pour mieux s'adapter aux besoins des filles hors du système éducatif formel, afin de favoriser leur autonomisation.

Des partenariats ont été noués avec les structures dédiées et avec des maîtres d'apprentissage, qui ont été **sensibilisés à l'inclusion des filles et formés à la pédagogie sensible au genre** et aux violences sexuelles et basées sur le genre.

Les apprenantes ont également bénéficié d'un **accompagnement vers l'emploi** à travers du matériel et de l'équipement pour l'insertion, la conception de plans d'affaires pour les aider à lancer leur entreprise ou encore des formations à l'entrepreneuriat et à l'épargne.



16 membres des organisations partenaires
(dont **4 au Rwanda**) et
60 maître-sse-s d'apprentissage
formé-e-s (dont **47 au Rwanda**)



19 programmes de formation professionnelle
de qualité, inclusifs et adaptés aux besoins des filles, adolescentes et femmes hors du système scolaire formel mis en œuvre ou renforcés,
dont **10 au Rwanda**

REFORCER LA VOIX ET LE LEADERSHIP DES FEMMES ET DES FILLES

Plusieurs facteurs impactent la scolarité des filles, et parmi eux, des croyances, des normes sociales et des stéréotypes de genre qui limitent leur capacité à s'exprimer et à prendre position, pour elles-mêmes et pour leurs droits.

Le projet ÉDUFAM a donc agi pour **renforcer le leadership des filles et des femmes**, en particulier des plus vulnérables, dans les processus décisionnels qui les concernent et la revendication de leur droit à l'éducation, pour **transformer globalement et durablement les rapports de genre dans les communautés**.

Ce renforcement s'est fait à plusieurs niveaux, ciblant **les filles elles-mêmes, mais aussi leurs mères et les organisations** qui agissent au quotidien pour défendre leurs droits à l'éducation.

Les filles et les femmes ont ainsi renforcé leurs capacités de leadership autour de cinq formes de pouvoir :

- **le pouvoir intérieur** (la confiance en soi, les croyances en l'égalité, les ambitions, etc.),
- **le pouvoir d'agir** (l'accès à l'éducation, les connaissances sur les droits, la santé sexuelle et reproductive ou encore sur les violences, notamment en milieu scolaire et l'autonomie personnelle),
- **le pouvoir collectif** (la participation dans les groupes ou les clubs, le niveau

de leadership, la capacité d'influence au niveau familial et communautaire),

- **le pouvoir « sur »** (la capacité à prendre des décisions, le contrôle de son temps, l'accès et le contrôle des ressources),
- et enfin les **normes sociétales** (favorables ou non à leurs droits, incluant l'accès aux mécanismes de protection et de rapportage dans les écoles et les communautés).

Les clubs de filles et de mères et les organisations de défense des droits des femmes ont renforcé leurs capacités d'action et d'influence à travers des **formations sur le leadership, le plaidoyer et les arts oratoires**.

Les femmes ont également pu se former à la gestion de structures décisionnelles, et une gouvernance inclusive a été promue par le projet afin de **favoriser la présence des femmes au sein des structures de gestion des établissements scolaires**. Les hommes ont également été ciblés avec des formations sur les masculinités positives et l'égalité entre les genres.

Par ailleurs, des plans de plaidoyer ont été établis en collaboration avec les organisations féminines dans chaque pays pour **influencer des changements afin d'améliorer le cadre politique, administratif et légal** en matière d'éducation et promotion des droits des femmes.



523 femmes (dont les membres des comités de parents d'élèves) formées sur le leadership féminin, les rapports de pouvoirs dans les espaces décisionnels et la contribution à la prise de décision inclusive et effective, dont **160 au Rwanda**



290 membres des structures de gestion scolaire sensibilisés aux enjeux d'égalité entre les genres, de gouvernance inclusive et d'éducation des filles, dont **54 au Rwanda**



AVANCÉES ET CHANGEMENTS

DES COMMUNAUTÉS MOBILISÉES POUR L'ÉDUCATION DES FILLES

Les **contrats sociaux** ont permis de nombreux changements au sein des communautés. Leur seule mise en place permet de **sensibiliser et d'engager les acteurs communautaires clés en faveur de l'éducation des filles**.

Grâce aux comités de suivi, la mise en œuvre des actions préconisées est favorisée, ainsi qu'une prise de conscience à grande échelle des membres de la communauté en faveur de l'égalité des genres et de la scolarisation des filles.

Les **accompagnements personnalisés et les campagnes de sensibilisations** ont quant à eux permis d'ouvrir le dialogue entre les filles et leurs parents sur la question de l'éducation, favorisant un soutien familial et la déconstruction des stéréotypes de genres défavorables aux droits des filles.

On observe un **soutien grandissant à l'éducation des filles au sein des communautés**, qui s'engagent davantage dans sa promotion, mettent en place des initiatives pour prévenir les violences et protéger les filles et s'impliquent dans la gestion des écoles, favorisant une synergie d'actions en faveur de leur scolarisation.



99 % des parents et des leaders communautaires sont désormais convaincus que les filles et les adolescentes ont les mêmes droits que les garçons (contre 57 % au lancement du projet).



100 % sont favorables à la scolarisation des filles et des adolescentes (contre 87 % au lancement du projet) et 86 % ont leurs filles inscrites à l'école (contre 72 % au lancement du projet).



94 % des membres des partenaires et 98 % des communautés renforcés se sentent outillés pour transformer les normes néfastes impactant l'éducation des filles, des adolescentes et des femmes.

L'histoire de Confiance, 21 ans, camp de réfugié-e-s de Mahama

Ayant dû abandonner ses études à l'âge de 17 ans suite à une grossesse précoce, Confiance pensait ne jamais pouvoir les reprendre. Avec le soutien des relais communautaires, elle réalise qu'il n'est jamais trop tard et reprend le chemin de l'école en 2023 avec succès. Élue doyenne, elle s'implique désormais dans les décisions scolaires et n'hésite pas à agir en leader pour ses camarades.



< Des écolières sur le chemin de l'école au camp de Mahama

UN ACCÈS À L'ÉDUCATION PLUS ÉQUITABLE POUR LES FILLES

Des normes sociales et culturelles en pleine mutation

Grâce aux actions du projet ÉDUFAM, les communautés sont conscientes de l'importance de l'éducation et de la protection des filles. Elles comprennent mieux les besoins des filles et des adolescentes ainsi que les obstacles culturels et les différentes formes de violences qu'elles peuvent subir et qui constituent un frein à leur épanouissement.

Les pratiques et les attitudes des hommes et des garçons changent ; ils soutiennent davantage les filles en cas de violences sexuelles et basées sur le genre et de grossesses précoces, partagent plus équitablement les tâches scolaires, participent à la lutte contre les mariages précoces, et font preuve de sensibilité face aux défis que vivent les filles et adolescentes.

Au-delà, c'est toute la communauté qui se mobilise pour étendre ces changements, notamment à travers des initiatives de sensibilisation menées par des acteurs communautaires.

L'évolution collective des mentalités facilite l'accès des filles à l'école, dont le droit à l'éducation est compris et accepté.

Pendant nos visites dans la communauté, nous rencontrons des jeunes filles mineures confrontées à divers problèmes tels que des violences sexuelles, ou encore [...] des grossesses non désirées. Après avoir identifié ces cas, nous collaborons étroitement avec les autorités locales pour les signaler et intervenir de manière plus efficace au sein même des communautés.

— Francine Niyizonkiza, relais communautaire au camp de Mahama, Maison Shalom International



13 espaces communautaires sécuritaires mis en place ou renforcés pour les clubs de filles, adolescentes et femmes déscolarisées (dont 5 au Rwanda) favorisant l'apprentissage et les échanges sur les compétences de vie essentielles, dont la santé et les droits sexuels et reproductifs.



6 dispositifs (plateformes, numéros verts, etc.) et réseaux communautaires d'alerte, de rapportage et de référencement des cas de VSBG, de mariages ou de grossesses précoces consolidés et pérennisés, dont 2 au Rwanda.



Plus de 500 hommes membres des clubs et des groupes se perçoivent comme des agents de changement en faveur de l'éducation des filles et de la promotion de la masculinité positive, dont 120 au Rwanda.



Les hommes ont réalisé **huit campagnes de sensibilisation** dans les écoles sur la lutte contre les VSBG et l'égalité entre les femmes et les hommes, dont **4 au Rwanda**.



Plus de **1300 séances de sensibilisation communautaires** réalisées (**131 au Rwanda**), dont $\frac{1}{3}$ en moyenne par des hommes.

Un système scolaire plus adapté

Au-delà de la communauté, les **barrières systémiques à l'accès des filles à l'école ont également été réduites**. Les services techniques de l'éducation, incluant l'inspection, sont davantage en mesure d'identifier les obstacles empêchant les filles d'accéder à une éducation équitable, de les encadrer et d'agir pour les réduire, au niveau provincial et national.

Suite aux actions du projet et aux plaidoyers des comités sociaux, des actions sont également mises en place pour **adapter les infrastructures et les programmes aux filles vivant avec un handicap**.

Ainsi, en 2021, une fille de 17 ans vivant avec un handicap moteur a pu intégrer l'école pour la première fois et bénéficier d'un enseignement adapté au Rwanda (voir ci-contre).

L'histoire de Charlotte, 17 ans, secteur de Mahama

Atteinte d'un handicap physique, Charlotte n'a jamais pu aller à l'école. Grâce au projet, Charlotte a bénéficié d'un appui psychosocial et a rejoint un club de filles déscolarisées. À travers les activités des clubs de mères, ses parents ont été sensibilisés à l'importance de sa scolarisation. La mobilisation du comité de suivi du contrat social lui a permis de se procurer une chaise roulante, et d'être accompagnée sur le chemin de l'école. Désormais à l'école primaire, elle continue à se mobiliser au sein d'un club de filles et réussit très bien en classe.

Je me sens épanouie et maintenant je vois que je suis une personne comme les autres. Maintenant, je sais lire et écrire, je suis très contente et mes parents sont fiers de moi.

— Charlotte



Des ressources économiques adéquates

Le soutien financier et matériel du projet et l'accompagnement individualisé des filles boursières par les relais communautaires portent fruit puisque, en 2024, **toutes maintiennent une bonne assiduité à l'école.**

Grâce au renforcement de leurs activités génératrices de revenu, les mères de famille ont renforcé leur stabilité économique à long terme et peuvent assumer les coûts liés à l'éducation de leur(s) fille(s).

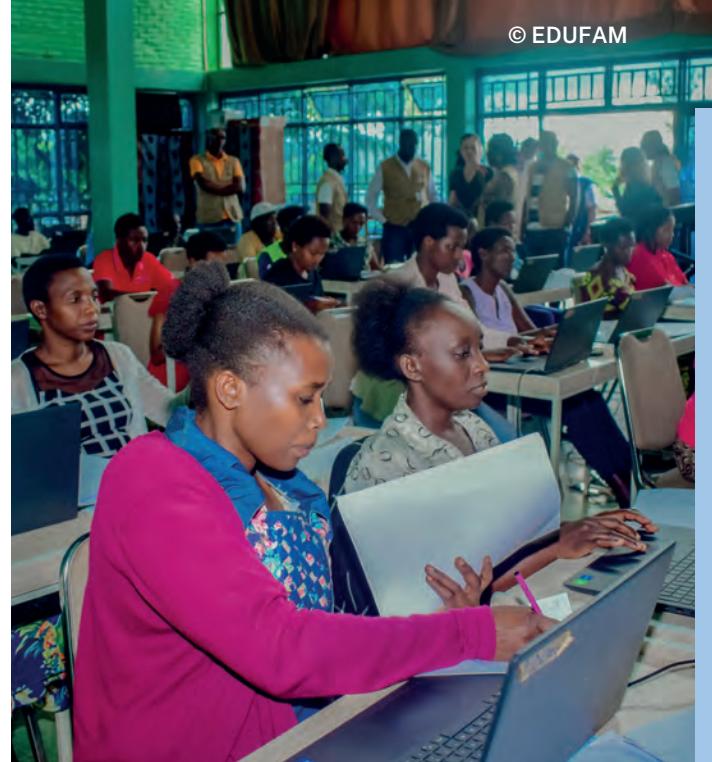
Les différentes actions menées ont ainsi permis de **lever des barrières économiques qui limitaient l'accès des filles à l'école à moyen et long terme**, impulsant un changement durable dans la génération et l'utilisation des ressources économiques familiales.

L'approche collective d'épargne et de crédit SILC (Savings and Internal Lending Communities) promue a permis une consolidation des groupements de femmes et de la cohésion entre leurs membres, en favorisant **l'accroissement de leurs moyens financiers par l'épargne.**

Cette approche s'est même étendue aux relais communautaires et aux groupes de mères, qui constituent leurs propres groupes SILC afin de pouvoir continuer à accompagner les filles scolarisées après le projet.



93 % des mères ayant bénéficié d'appui pour leurs activités génératrices de revenu ont désormais confiance en leur capacité d'assumer les coûts liés à l'éducation de leurs filles (contre 75 % en 2023).



Des programmes plus accessibles

La promotion du mentorat ainsi que le renforcement des programmes de rattrapage scolaire ont favorisé l'intégration ou la réintégration des filles dans les écoles. Les membres des communautés ayant bénéficié des renforcements du projet réfèrent désormais systématiquement les filles non scolarisées ou déscolarisées vers les dispositifs de continuité des apprentissages, de transition ou de rattrapage. **Les environnements d'encadrement ont été adaptés, leur permettant de rattraper leur retard et de retrouver les bancs de l'école.**



122 groupes d'études et de mentorat sont actifs dans les écoles, dont **100 au Rwanda**, pour assurer le soutien scolaire des élèves en difficulté, notamment pour ceux et celles dans les classes à test.



97 % des filles et adolescentes se disent satisfaites des programmes de rattrapage.

Une formation professionnelle plus inclusive

Grâce aux actions menées dans le cadre du projet ÉDUFAM, les programmes et l'enseignement de la formation professionnelle sont **mieux adaptés aux adolescentes et aux jeunes femmes n'ayant pas la possibilité de réintégrer l'école formelle.**

Des partenariats avec des structures publiques et privées des zones d'intervention ont facilité l'accueil des filles dans les programmes de formation professionnelle les plus porteurs. Par ailleurs, les maître-sse-s d'apprentissage formé-e-s au cours du projet se mobilisent pour mettre en œuvre des changements afin de créer des espaces accueillants qui répondent aux besoins particuliers de ce public.

Les filles rejoignent et terminent davantage les formations professionnelles, parfois dans des secteurs non traditionnels pour les femmes et, grâce à l'accompagnement vers l'emploi, trouvent du travail ou lancent leur entreprise plus facilement, garantie de leur autonomie.

v Une écolière au Rwanda



85 % des finissantes
des programmes de formation professionnelle accompagnées vers l'emploi, notamment avec la création de plus de 150 entreprises, dont 131 au Rwanda.



L'ensemble des membres des partenaires et des relais communautaires ayant été renforcés se sentent outillés pour accompagner les adolescentes et les femmes exclues du système scolaire vers l'emploi ou l'entrepreneuriat.

L'histoire d'Évelyne, vivant au camp de réfugié-e-s de Mahama

À l'âge de 13 ans, Évelyne a dû fuir son pays, le Burundi, avec sa mère et ses cinq frères et sœurs. Quelques mois après son arrivée, elle est tombée enceinte et a dû abandonner l'école pour s'occuper de son enfant. Étant l'aînée de sa fratrie, elle a dû en assumer la charge lorsque sa mère n'a pu le faire. Désormais adulte, il était difficile pour Évelyne d'envisager un retour à l'école et elle a préféré rejoindre une formation professionnelle avec l'appui du projet ÉDUFAM. À l'issue de celle-ci, elle a été accompagnée pour trouver un emploi ou créer son entreprise, lui garantissant ainsi qu'à sa famille un revenu pour subvenir à leurs besoins.

UNE ÉDUCATION SENSIBLE AU GENRE

Un environnement sensible au genre et sécuritaire

Avec la réhabilitation des écoles, les **locaux sont plus sains, adaptés et sensibles au genre**. La création d'espaces sûrs pour les filles répond à leurs besoins spécifiques, en particulier au niveau de l'hygiène menstruelle afin qu'elles n'aient pas à s'absenter de l'école. Des femmes volontaires, responsables de la supervision de ces espaces et formées par le projet, leur permettent également d'avoir **accès à des informations et des conseils en matière de santé sexuelle et reproductive**.

La **mise en place de procédures et de mesures de prévention, d'alerte et de référencement** des cas de violences sexuelles ou basées sur le genre en milieu scolaire, ainsi que la formation de points focaux renforce la sécurité des filles. Une protection qui s'étend **en dehors de l'école**, avec des initiatives telles que l'installation de clôtures ou l'implication de patrouilleurs sur les chemins des écoles.

En confiance, elles se confient davantage en cas de violences ou les dénoncent à travers des outils mis en place dans le cadre du projet. Grâce aux clubs de filles, elles **accroissent leur influence sur les actions menées dans l'école, se soutiennent davantage et accompagnent celles qui sont en situation de vulnérabilité**.



17 écoles réhabilitées et 10 ayant désormais des infrastructures adaptées aux filles.



Cet espace sûr est d'une grande importance pour les jeunes filles. Il constitue un lieu sécurisé où elles peuvent librement chercher des conseils ou des orientations, à l'abri des regards indiscrets et des situations humiliantes. [...] Elles peuvent également s'y reposer lorsqu'elles ont leurs menstruations au lieu de rentrer chez elles, ce qui leur permet de retourner en classe ensuite.

— Salomée Ingabire, Animatrice des espaces sûrs, école G.S Paysannat L, Camp de Mahama



Depuis que ce programme a débuté, nous avons de meilleures notes. Nous étudions mieux, même quand on a des soucis ou qu'on est en période de règles. Il y a des salles pour nous, où des personnes nous écoutent et nous donnent des conseils. En cas de règles, nous avons tout pour nous sentir en confiance!

— Une écolière au Rwanda



86 % des filles se sentent désormais en sécurité à l'école, contre 44 % au début du projet.

Une offre éducative accessible, de qualité, inclusive et adaptée aux besoins des filles

Les changements impulsés par le projet ÉDUFAM ont permis d'intégrer ou renforcer des pratiques éducatives inclusives dans les écoles. Les 24 écoles accompagnées par le projet répondent désormais au moins à six des huit critères des Centres d'excellence (voir page 7), et la quasi-totalité du personnel enseignant (98 %) continue à mettre en place des changements pour créer des espaces qui répondent aux besoins des filles.

La question de l'éducation des filles est désormais régulièrement abordée dans toutes les écoles ciblées, et des pistes de solutions pour l'améliorer sont proposées.

Les comités de gestion scolaire, les personnels administratifs et de direction, ainsi que le personnel enseignant, formés en pédagogie sensible au genre, ajustent leurs pratiques et forment à leur tour les nouveaux-elles enseignant-e-s sur ces approches, garantissant une éducation de qualité pour les filles de façon durable.

Les pratiques d'enseignement et d'apprentissage sont plus inclusives et plus adaptées aux filles, contribuant à garantir leur présence et leur assiduité.



93 % des filles scolarisées sont satisfaites de la qualité de l'enseignement contre 71 % au démarrage du projet.



99 % des enseignant-e-s et des membres des structures de gestion des écoles ont mis en œuvre des changements dans leurs pratiques pour répondre aux besoins particuliers des filles et adolescentes.



97 % des acteur-rice-s éducatif-ve-s et des membres des services techniques ayant été renforcés se sentent aptes à offrir des programmes éducatifs inclusifs et plus sensibles au genre et aux conflits.

Pour favoriser l'inclusion au Rwanda, les personnels enseignant et d'animation et les directions ont participé à la traduction du « Guide pratique pour une éducation inclusive et transformatrice de genre » en langue locale, afin de favoriser son appropriation.



© EDUFAM

UN LEADERSHIP ACCRU DES FILLES ET DES FEMMES

La participation féminine au sein des mécanismes de gouvernance, de coordination et des espaces d'échange liés à l'éducation est en forte hausse, témoignant d'un **renforcement du leadership des filles, des adolescentes et des femmes les plus vulnérables grâce au projet.**

Les clubs de filles scolarisées et les groupements de femmes et filles non scolarisées ayant été outillées par le projet plaident désormais pour leur cause et **participent activement aux espaces décisionnels au sein de leurs écoles et de leur communauté.**

Les femmes et les filles ont également renforcé leur leadership et leur influence au sein de la famille et de la communauté, se positionnant comme **agents de changement en faveur de l'éducation des filles.** Elles organisent ainsi des séances de sensibilisation, et plaident pour une participation accrue des femmes aux processus et aux instances de décision.

Les femmes membres des organisations de défense de leurs droits relaient quant à elles cette influence dans les instances décisionnelles au niveau national et régional. **Leur participation a permis de prioriser les enjeux d'éducation des filles, d'exprimer leurs besoins plus spécifiques et de mettre en place des systèmes de suivi et de redevabilité sur cette question.**



93 % des filles, des adolescentes et des femmes participent désormais activement aux mécanismes de gouvernance, de coordination ou aux espaces d'échange liés à l'éducation, contre 19 % au début du projet.



88 % revendentiquent leur droit à l'éducation, contre 68 % au début du projet.



56 % des femmes et des filles membres des structures de gestion scolaire ayant été renforcées se sentent à l'aise de prendre la parole et de participer aux espaces décisionnels, contre 43 % au début du projet.



Les **337 femmes membres des Clubs de mères ou de femmes** rejoindes par le projet se perçoivent comme agents de changement en faveur de l'éducation des filles et de la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre.

Au Rwanda, on note une augmentation significative de la représentation des femmes dans les instances de prise de décision et dans la gestion scolaire des écoles. Les directions tiennent également désormais compte de la parité dans la nomination du personnel administratif au sein de leurs écoles, en nommant au moins une femme dans chaque école, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Grâce aux actions menées dans le cadre du projet, les organisations de défense des droits des femmes, et en particulier la Concertation des collectifs des associations féminines de la région des Grands Lacs (COCAFEM GL) ont **renforcé leurs capacités de plaidoyer et d'influence sur les politiques locales et nationales.**

La COCAFEM GL participe désormais activement aux **rencontres nationales** avec les ministères du Genre et de l'Éducation, faisant avancer les enjeux en matière de protection, d'égalité des chances en gouvernance, de participation active des femmes, et d'éducation inclusive.

En mars 2024, la COCAFEM GL a participé au Forum des organisations de la société civile à la 68e session annuelle de la Commission de la condition de la femme à New York, avec un panel autour des enjeux relatifs aux droits et à l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la région des Grands Lacs, en particulier le droit à l'éducation.



Quatre initiatives de plaidoyer régional et international et deux initiatives de plaidoyer national ont été organisées dans le cadre du projet, réunissant les décideurs politiques et les acteurs éducatifs sur l'éducation des filles.



28 plans d'actions développés et suivis pour une meilleure participation des femmes dans les structures de gestion scolaire, **dont 8 au Rwanda**



94 % des filles et des femmes sont satisfaites de leur participation dans les espaces d'échange entre les communautés réfugiées, déplacées ou retournées et d'accueil sur les enjeux liés à l'éducation des filles.



L'histoire de Grace, 19 ans, vivant dans le secteur de Mahama

Ayant dû abandonner l'école suite à une grossesse précoce résultant d'un viol, Grace a pu y retourner avec l'appui du projet. À son retour, elle a bénéficié du mentorat d'une femme formée par le projet ÉDUFAM, qui lui a appris à avoir confiance en elle, à s'exprimer et à donner son opinion positivement. Ce mentorat lui a permis d'être élue comme représentante de son école au début de l'année scolaire 2023-2024 et d'être choisie comme représentante au niveau du secteur de Mahama.

< Grace et le comité élu prêtant serment comme représentant-e-s de leur école.

Projet
É
D
U
F
A
2020
-2025
M



DES AVANCÉES MAJEURES

Les changements au sein des communautés accompagnées sont significatifs. Par son approche innovante proposant un parcours d'accompagnement complet vers la scolarité, depuis la famille jusqu'à l'école, le projet ÉDUFAM a permis à des milliers de filles de retourner à l'école ou de s'y maintenir.

La coordination et la mobilisation conjointes des mécanismes de protection, mis en place par le projet à chaque niveau, garantissent la protection et la sécurité et rassurent les filles, les adolescentes et les femmes. Les infrastructures et l'encadrement scolaire ont été adaptés à leurs besoins et à leurs spécificités, offrant un environnement accueillant et bénéfique à l'apprentissage. La qualité et l'inclusivité de l'enseignement qui leur est offert ont été améliorées, et continuent de progresser.

Ces changements majeurs s'inscrivent dans le temps, en témoigne la volonté des personnels enseignants et administratifs et des structures de gestion des écoles de poursuivre leurs efforts pour s'adapter

toujours plus aux besoins et aux spécificités des filles.

Dans l'entourage des filles et des adolescentes, les mentalités ont changé et leur scolarisation est désormais soutenue à grande échelle au sein des communautés ciblées. Elles-mêmes ont changé d'attitude : aller à l'école est devenu une source de fierté, et elles souhaitent poursuivre leurs études aussi loin qu'elles le peuvent.

Les femmes et les filles ont renforcé leurs compétences et leur capacité à influencer les causes structurelles et systémiques qui perpétuent les inégalités entre les femmes et les hommes dans les espaces décisionnels à tous les niveaux (familial, communautaire, professionnel, etc.).

Tous ces changements démontrent d'une évolution en profondeur en faveur de l'éducation des filles, qui se poursuivra après la clôture du projet grâce à la mobilisation de ses partenaires dans chaque pays.

© ÉDUFAM



DES CHANGEMENTS DURABLES

De nombreuses actions ont été menées afin de s'assurer que les changements générés par le projet ÉDUFAM perdurent après sa clôture. En voici quelques exemples :

- Les membres des communautés ont été **sensibilisés à l'approche de l'accompagnement individualisé** et s'approprient les actions menées grâce à des groupes de suivi et des clubs d'hommes et de femmes, qui continueront de se réunir au terme du projet.
98 % des membres de la communauté se sentent outillées pour assurer le suivi des filles et des adolescentes en âge d'être à l'école.
- **L'approche de l'accompagnement individualisé**, ses étapes et ses résultats clés, a été **modélisée** et diffusée auprès des partenaires du projet, afin de servir pour de futurs projets dans la région et pour d'autres partenaires de mise en œuvre.
- Les organisations de défense des droits des femmes partenaires du projet se sont **appropriées les approches du projet** et ont **développé les compétences** nécessaires pour poursuivre et étendre leur application.
- Le projet ÉDUFAM a travaillé tout au long de sa mise en œuvre avec des organisations actives dans ses zones d'interventions afin d'assurer une **complémentarité et une continuité dans les actions menées**.
- **Le plaidoyer, la sensibilisation et les formations** auprès des autorités locales et nationales permettent d'assurer une reprise et une pérennisation de plusieurs activités, notamment les espaces sûrs au sein des écoles.
- **Le dialogue et la collaboration entre les acteurs institutionnels et communautaires** dans les comités de gestion scolaire et de suivi des contrats sociaux permettent une pérennisation des approches du projet.

Des clubs d'hommes se sont formés pour appuyer les démarches > de la communauté. Ici, une patrouille pour assurer la sécurité des filles entre l'école et le camp de réfugiés de Mahama





CECI

www.cecি.org

Fondation Paul Gérin-Lajoie

fondationpgl.ca

Maison Shalom

maisonshalom.org

Pro-Femmes/Twese Hamwe

profemmes.org

Projet ÉDUFAM